

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 17 au 23 octobre 2025.

À Retenir

- **Australie** : Accord avec les Etats-Unis sur les minéraux critiques pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement
- **Nouvelle-Zélande** : Le Vice Premier ministre Winston Peters s'exprime contre la vente des activités grand public de Fonterra
- **Pacifique** : Les Fidji obtiennent 27 M USD du Climate Investment Funds pour renforcer leur résilience climatique

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Nouvelle-Zélande

3,0%

Inflation au T3 2025

L'inflation néo-zélandaise a atteint 3,0 % en glissement annuel au troisième trimestre 2025, après 2,7 % au trimestre précédent, selon Stats NZ. Il s'agit de son plus haut niveau depuis le deuxième trimestre 2024, tirée par la hausse du prix de l'électricité (+11,3 %), des loyers, des taxes locales et des prix alimentaires. Les prix des biens non importés ont progressé de 3,5 % tandis que ceux des biens importés ont augmenté de 2,5 %. La baisse des prix du carburant et des équipements télécoms a partiellement compensé ces hausses. L'inflation sous-jacente, à 2,5 %, reste dans la fourchette cible de 1 à 3 % de la Banque de réserve, qui pourrait procéder à une nouvelle baisse de son taux directeur le mois prochain, actuellement à 2,5 %, pour soutenir une économie en perte de vitesse. [RNZ](#), [Stats NZ](#)

RETOUR SUR

Le Service économique régional a organisé un événement de lancement de l'exposition autour du Grand Paris Express le 21 octobre dans les locaux de Hassell Studio à Sydney. L'événement, ouvert par l'Ambassadeur de France en Australie, a réuni des acteurs français et australiens du secteur des transports et des infrastructures. L'Ambassadeur a souligné la pertinence d'une telle initiative pour favoriser l'implication des entreprises françaises dans des projets de transport d'envergure : train à grande vitesse, Metro de Sydney, Suburban Rail Loop. Il a rappelé que ces projets offrent des opportunités concrètes de partenariats et d'échanges de savoir-faire entre la France et l'Australie. Tim Parker, Directeur Général de l'Autorité pour la Ligne à Grande Vitesse (High Speed Rail Authority), a ensuite présenté la vision australienne du futur train à grande vitesse. Il a mis en avant les nombreux défis techniques du tronçon pilote Sydney–Newcastle, nécessitant une coopération étroite entre les expertises locales et internationales.

Deux panels ont également rythmé la matinée. Le premier, consacré aux succès et défis du rail à grande vitesse, a réuni Tim Parker, Philippe Mouly, Directeur technique chez Keolis Australia & SNCF, Jon Daley, Directeur Exécutif ingénierie des infrastructures de Systra ANZ, Nicolas Woring, Directeur régional Asie et Océanie pour VINCI Construction Grands Projets et Glenn Scott, associé chez Hassell, autour des questions d'ingénierie, de financement et de partenariats public-privé. Le second panel, avec Peter Regan, et Alia Karaman, respectivement Directeur Général et Directrice de Projets de Sydney Metro, Denis Masure, Directeur Général de RATP Dev Australia, Russell Forster, Directeur du développement commercial et des opérations pour Bouygues Construction Australia et Pascal Dupond, Directeur Général d'Alstom ANZ, a exploré les thèmes de la modernisation des réseaux, des nouvelles méthodes de construction de tunnels et de la transformation de l'expérience voyageur. Ce *soft launch* a marqué une première étape avant l'exposition du Grand Paris Express à Melbourne, prévue lors du salon AusRAIL, du 24 au 28 novembre. Les entreprises partenaires y auront l'occasion de présenter plus en détail leur expertise et leurs solutions au service de la mobilité de demain.



AUSTRALIE

Accord avec les États-Unis sur les minéraux critiques pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement

Les États-Unis et l'Australie ont conclu un accord sur les minéraux critiques visant à sécuriser leurs chaînes d'approvisionnements et à renforcer leur coopération industrielle. Cet accord prévoit une collaboration dans l'extraction et le traitement des minéraux, ainsi que la mobilisation de soutiens publics et privés (garanties, prêts, prises de participation, contrats d'approvisionnement) et inclut la mise en place de prix planchers pour les nouveaux producteurs. Les deux pays se sont engagés à renforcer le contrôle des investissements chinois dans le secteur minier. Au cours des six prochains mois, chacun des deux pays investira 1 Md USD en Australie et aux États-Unis, tandis que Washington apportera 1 Md USD supplémentaire par la suite. Sa signature intervient deux semaines après l'annonce par Pékin de nouvelles mesures de contrôle sur les exportations de technologies liées aux terres rares, et une semaine avant la rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump en marge du sommet de l'APEC en Corée du Sud, à laquelle participera également Anthony Albanese. [AFR](#)

Le marché de l'immobilier menacé par le changement climatique

Le Service australien pour le climat a publié un rapport prévoyant 611 Md AUD de pertes liées au dérèglement climatique dans le secteur de l'immobilier d'ici 2050. La multiplication des épisodes climatiques extrêmes (inondations, feux de forêt, canicules) est la principale raison de ces pertes. L'exemple de Lismore, une ville dont une partie des habitations n'est plus assurable en raison d'inondations à répétition, témoigne des risques déjà présents. Le rapport du SAC alerte également sur le coût humain du dérèglement climatique : le nombre de morts causés par la chaleur extrême à Sydney pourrait quadrupler en 25 ans. [Financial Times](#)

Le développement de l'IA alimente les investissements massifs dans les data centers

L'Australie connaît une forte accélération des investissements dans les data centers, portée par la croissance de l'intelligence artificielle et la demande mondiale en matière de capacités numériques. Macquarie Group a cédé sa filiale Aligned Data Centers à un consortium réunissant Nvidia, Microsoft et BlackRock pour environ 61 Md AUD, marquant une opération majeure dans le secteur technologique national. Parallèlement, Firmus Technologies, en partenariat avec Nvidia et CDC Data Centres, prévoit d'investir jusqu'à 73 Md AUD d'ici à 2028 pour développer de nouvelles infrastructures à Melbourne et en Tasmanie, intégrant des technologies de refroidissement plus économes en énergie et en eau. Ces initiatives, soutenues par le programme *Future Made in Australia* via des subventions et des investissements, visent à positionner le pays comme un pôle stratégique de l'économie numérique mondiale, en doublant sa capacité de centres de données d'ici 2030 et en renforçant son attractivité pour les entreprises internationales de l'IA et du cloud. [The Australian](#)

L'entreprise australienne Ahrens annonce l'acquisition de Vaughan Constructions

Le groupe australien Ahrens a finalisé l'acquisition de Vaughan Constructions, une entreprise de construction nationale active depuis sept décennies. L'opération, qui prendra effet le 1^{er} novembre 2025, marque une consolidation significative dans le secteur de la construction et de l'ingénierie en Australie. Selon les estimations, le chiffre d'affaires combiné du nouvel ensemble dépassera le milliard de dollars australiens, plaçant le groupe parmi les principales entreprises privées du pays dans le domaine de la construction et de l'ingénierie. Ahrens, déjà présent sur l'ensemble du territoire, développe sa présence sur la côte Est et renforce sa capacité à livrer des projets industriels et commerciaux à grande échelle. Vaughan Constructions conservera son nom ainsi que son équipe de direction actuelle. La fusion vise à accroître la compétitivité du secteur national face à la montée des acteurs internationaux et à favoriser une meilleure intégration des chaînes de valeur locales. [Vaughan Constructions](#)

NOUVELLE-ZELANDE

Un an avant les élections, le Parti travailliste dévoile son projet de « Future Fund »

Le leader travailliste Chris Hipkins a proposé lundi la création d'un fonds destiné à investir dans les entreprises et les infrastructures nationales. Le *Future Fund* est le premier élément du programme travailliste à être annoncé, un an avant les élections générales. Le ministère des Finances serait l'unique actionnaire de ce fonds qui sera géré par le *New Zealand Super Fund*. Le Future Fund recevrait un apport initial de 200 M NZD du gouvernement, et serait financé par les dividendes des projets soutenus. L'objectif affiché du projet est de soutenir l'économie et l'emploi néo-zélandais : Hipkins a souligné le manque d'opportunités de financement, poussant de nombreuses start-ups à solliciter des investisseurs étrangers, voire à délocaliser leurs activités. Le fonds devrait soutenir en priorité des projets durables, travaillant en concertation avec les acteurs concernés (syndicats, iwi). Le parti devrait dévoiler ses propositions de politique budgétaire d'ici un mois, où seront précisées les sources de financement attendues. [RNZ](#)

Baisse significative des cibles à 2050 de réduction du méthane biogénique

Le gouvernement a annoncé avoir fixé l'effort de réduction du méthane biogénique entre 14 et 24 % d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 2017, contre 24 à 47% selon la cible qui prévalait jusque-là. Le méthane étant massivement produit par l'élevage ruminant (autour de 40% des émissions totales du pays), les filières viande rouge et laitière ont favorablement accueilli ces annonces, qu'elles estiment sensées tout en demeurant ambitieuses. L'annonce du gouvernement a été accompagnée de plusieurs autres, dont l'abandon de la taxation des émissions à la ferme : le gouvernement a en effet exprimé son désaccord avec une approche punitive, et compte sur les technologies et sur la mobilisation spontanée des filières pour atteindre les cibles fixées. La communauté scientifique et des responsables politiques dans le Pacifique ont fait part de leur déception quant à cette baisse d'ambition, qui par ailleurs fait

peser un risque réputationnel à l'exportation pour les produits néo-zélandais se réclamant *clean and green*. [Beehive](#), [BeefLambNZ](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#)

Le gouvernement allège les règles de reporting climatique pour les grandes entreprises

Le gouvernement néo-zélandais annonce son intention d'alléger les obligations réglementaires de déclaration climatique affectant les grandes entreprises. Actuellement, environ 170 entreprises – incluant banques, assureurs et gestionnaires d'investissement – doivent publier chaque année un rapport sur l'impact du changement climatique et sur leurs efforts de réduction des émissions. Ces obligations seront réduites : le seuil de capitalisation boursière pour être assujéti passera de 60 M NZ\$ à 1 Md NZ\$. Ainsi, seules les plus grandes entreprises resteront concernées, le nombre d'entités tenues de déclarer passant de 164 à 76. Par ailleurs, la responsabilité personnelle des administrateurs pour des déclarations inexactes sera supprimée. En revanche, les banques, les sociétés de crédit et les assureurs resteront assujettis. Pour les fonds KiwiSaver (fonds de pension), l'obligation de déclaration obligatoire est levée, mais ces derniers devront désormais fournir des informations détaillées sur la répartition de leurs investissements entre actifs cotés et non cotés, ainsi qu'entre marchés nationaux et internationaux. Ces mesures visent à réduire les coûts de conformité pour les entreprises, jugés trop lourds, tout en améliorant la transparence pour certains investissements privés. Le ministère souhaite mettre en œuvre ces changements d'ici la mi-2026. [RNZ](#)

Le Vice-Premier ministre Winston Peters s'exprime contre la vente des activités grand public de Fonterra

Dans une lettre ouverte, le ministre Peters appelle les éleveurs actionnaires de la coopérative Fonterra, la plus grosse entreprise néo-zélandaise, à ne pas voter la vente au géant français Lactalis. Il met en avant l'incertitude sur les partenariats futurs entre Lactalis et Fonterra, mais aussi le caractère patrimonial de certaines marques cédées telles qu'Anchor et Mainland. Il a également mis en cause les primes qui seraient versées aux dirigeants de Fonterra et appelé à un éventuel renforcement des exigences réglementaires s'appliquant à la coopérative. En revanche, plusieurs hauts responsables se sont immédiatement exprimés, dont le Premier ministre Luxon, le Vice-Premier ministre Seymour, mais aussi des dirigeants de Fonterra, qui ont rappelé la souveraineté et l'indépendance de décision des actionnaires de la coopérative, ainsi que leur confiance dans la stratégie de Fonterra, qui a réalisé des performances records en 2025. [NZ First](#), [Farmers Weekly](#), [Spinoff](#)

PACIFIQUE

Les Fidji obtiennent 27 M USD du Climate Investment Funds pour renforcer leur résilience climatique

Le Fonds d'investissement pour le climat (FIC) a annoncé qu'il soutiendrait le plan d'investissement *Nature, People and Climate (NPC)* du gouvernement fidjien. Ce projet mobilise 61 M FJD (27 M USD) et vise à renforcer la résilience des zones côtières et maritimes. Le FIC

estime que le projet bénéficierait directement à 80 000 Fidjiens et contribuerait à protéger 30 % du territoire. En parallèle du projet NPC, le FIC a annoncé l'octroi de subventions directement aux communautés locales et indigènes. Ces subventions représentent 9 M FJD (4 M USD) et visent à développer des projets mobilisant les savoirs traditionnels et conformes aux priorités locales. L'économie du pays, centrée sur le tourisme et le secteur primaire, dépend largement de sa biodiversité, renforçant l'enjeu des risques climatiques : chaque année, les pertes d'actifs en raison des cyclones et des inondations représentent 5 % du PIB.

[Fiji Time](#)

Les tentatives de règlementer l'emploi rencontrent l'opposition des petites entreprises fidjiennes

Le Parlement fidjien examine une réforme du cadre législatif renforçant les droits des employés. Le projet de réforme prévoit de tenir les employeurs responsables devant la loi, notamment pour les cas de harcèlement sexuel et de salaires impayés, les exposant à des amendes voire à des peines de prison, et de renforcer les pouvoirs des inspecteurs du travail. Le Conseil des Micro et Petites Entreprises a reconnu l'importance de protéger les employés mais a alerté les députés sur le manque de flexibilité du projet. Watisoni Nata, le représentant du Conseil, a insisté sur le besoin d'adapter la loi à la taille des entreprises, la plupart des sociétés du pays n'ayant même pas de département de ressources humaines. Les petites entreprises représentent 80 % des entreprises déclarées dans le pays, et emploient 60 % de la population active en emploi. Les opposants au projet se sont inquiétés du risque de voir des entreprises rejoindre le secteur informel, voire les pousser à la fermeture, si de nouvelles réglementations entraient en vigueur. Le comité parlementaire en charge du projet s'est engagé à poursuivre les négociations, laissant la porte ouverte à une adaptation du cadre légal selon la taille de l'entreprise. [Fiji Sun](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,5 (T2 2025)	1 795	65 529	1,0	1,8	2,1	-1,9	50,7	4,5 (Sept-25)	3,6 (Août-25)	2,1 (T2-25)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T2 2025)	258	48 839	-0,6	0,8	2,2	-6,1	50,2	5,2 (T2-25)	2,5 (Oct-25)	2,7 (T2-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,9	2 548	3,8	4,7	3,5	15,2	53,7	160	0,7
Fidji	0,9	6,0	6 466	3,5	3,2	3,1	-7,8	79,1	111	1,3
Îles Salomon	0,8	1,8	2 271	2,5	2,7	2,8	-3,7	22,1	156	5,6
Vanuatu	0,3	1,1	3 159	0,9	1,7	2,8	-15,4	45,3	146	-0,7
Samoa	0,2	1,2	5 573	4,6	2,7	3,2	4,4	25,2	122	0,8
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-19,3	9,9	140	2,9
Tonga	0,1	0,6	5 636	2,1	2,7	2,3	-3,8	37,0	92	6,4
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,0	1,4	1,1	10,9	149	3,0
Îles Marshall	0,04	0,3	7 395	3,0	2,5	4,1	14,0	13,2	108	5,7
Palaos	0,02	0,3	17 889	12,0	4,5	3,3	-22,2	66,3	84	2,3
Nauru	0,01	0,2	13 500	1,6	2,1	1,9	6,2	17,4	124	12,3
Tuvalu	0,01	0,1	5 600	3,1	3,0	2,6	7,3	7,0	129	4,5

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Focus sur l'Exposition Grand Paris Express du 24 au 28 novembre à Melbourne

L'Ambassade de France en Australie, en partenariat avec Keolis, RATP Dev, Transdev, Bouygues, Systra, Vinci et la Société des Grands Projets organisera du 24 au 28 novembre à Melbourne, en marge du salon AusRail, une exposition autour Grand Paris Express. Cet événement mettra à l'honneur le savoir-faire français dans le domaine du transport urbain, de l'ingénierie et de l'innovation durable. L'exposition présentera le projet emblématique du Grand Paris Express, l'un des plus vastes chantiers d'infrastructure d'Europe, symbole d'une mobilité urbaine plus connectée et plus verte. Tout au long de la semaine, chaque sponsor aura des temps dédiés pour présenter son expertise et ses solutions. Mais l'objectif n'est pas seulement de montrer le savoir-faire français. Il s'agit aussi d'engager un vrai dialogue avec l'Australie, de comprendre ses défis en matière de transport et de partager l'expérience du Grand Paris Express de façon adaptée à son contexte. L'événement veut ainsi créer des échanges utiles entre acteurs publics et privés, et renforcer les liens économiques et techniques entre les deux pays.

Événements à venir

Melbourne	13 novembre	<u>FACCI</u>	Electric Vehicles & the Grid: Driving Flexibility in Transport	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Brisbane	19 novembre	<u>FACCI</u>	European end of year Celebration	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Melbourne Salon Ausrail	24-28 novembre	<u>Ambassade de France en Australie</u> <u>Keolis</u> <u>Systra</u> <u>Transdev</u> <u>RATP Dev</u> <u>Bouygues</u> <u>Vinci</u>	Exposition Grand Paris Express	<u>Nous contacter pour plus d'informations.</u>

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)